

# INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

## Tunisie : le président Saïed veut «un dialogue national»

Maxime Serge MIHINDOU  
Libreville/Gabon

Après s'être arrogé les pleins pouvoirs en juillet dernier, le président Kaïd Saïed souhaite un « dialogue national » d'un genre particulier. Alors que son pays traverse une crise économique et politique aiguë, l'homme fort de Carthage se dit ouvert au débat pour peu qu'il choisisse lui-même ses interlocuteurs. Et pour l'instant, leur nombre est assez réduit. Exit les partis politiques, Kaïd Saïed a nommé un constitutionnaliste dont il est proche afin de chapeauter les travaux de rédaction d'un projet de Constitution qui sera soumis à l'approbation des Tunisiens via référendum cet été.

Pour ce qui est du volet économique, une commission ad hoc sera également créée. Là aussi supervisée par un soutien inconditionnel du président Kaïd Saïed en la personne du bâtonnier de l'ordre des avocats. Kaïd Saïed estime que les différentes organisations politiques ont failli à leur mission onze ans après la révolution. Lui qui dit être attaché à la souveraineté de la Tunisie a déjà annoncé que les observateurs internationaux ne seront pas les bienvenus lors des prochaines échéances électorales. L'homme fort de Carthage souhaite désormais œuvrer à l'avènement d'une nouvelle République en s'entourant d'un petit nombre de fidèles collaborateurs.



Le président tunisien Kaïd Saïed

Photo: DR

## Mali : le Bénin veut retirer ses troupes de la Minusma

JMN (source RFI)  
Libreville/Gabon

Le gouvernement du Bénin se prépare à retirer ses troupes qui interviennent au Mali, sous l'égide de la Minusma (Mission de l'ONU au Mali). Les autorités béninoises souhaitent renforcer la sécurité sur leur propre territoire, notamment face aux attaques terroristes enregistrées, ces derniers mois, dans le nord du pays. Une note verbale du ministère des Affaires étrangères est donc parvenue au secrétariat de l'ONU à New York. RFI a pu se procurer une copie de cette note. La demande est formulée en termes très diplomatiques : « Le Bénin saurait gré au secrétariat de l'ONU des dispositions à prendre, conjointement, en vue du retrait de la Compagnie mécanisée d'infanterie et de l'Unité de police constituée. » 390 hommes sont concernés, dont 250, côté Infanterie, basés à Sénou, et 140 policiers basés à Kidal.



Sous pression aux frontières, le Bénin veut retirer ses troupes de la Minusma.

Photo: DR

Cependant, les troupes béninoises ne quittent pas de suite le Mali. La demande béninoise est accompagnée d'un calendrier. Une relève des troupes est en cours. Le président Patrice Talon la laisse aller à son terme. Ce sera « la dernière », indique le message. Le retrait de l'unité de police sera organisée, au plus tard le 5 novembre 2022 et celui de la compagnie d'infanterie, en novembre 2022. C'est la situation sécuritaire inquiétante dans le nord du Bénin qui justifie cette décision, le gouvernement le dit clairement : la requête affirme qu'il faut déployer toutes les compétences béninoises pour faire face.

## Nigeria : les partis peinent à choisir un candidat pour la présidentielle



Le potentiel successeur de Muhammadu Buhari reste à trouver.

JMN (source RFI)  
Libreville/Gabon

Les partis politiques nigériens sont très loin d'être en ordre de bataille, à l'approche de l'élection présidentielle qui doit se tenir en février 2023. Le grand nombre

de candidats et les intrigues en interne semblent mettre en péril la tenue des primaires pour la présidentielle, prévues pour la fin de semaine prochaine. Ce samedi, l'opposition devait notamment lancer les primaires pour désigner ses futurs élus régionaux et les candidats aux

postes de gouverneur, mais le processus a finalement pris du retard. Faute de consensus, certains Etats enregistrent des dizaines de candidatures pour un seul poste de gouverneur, créant de fortes tensions, en particulier dans les régions qui ne sont pas aux mains du PDP. Ces retards risquent bien de compliquer la tenue en temps et en heure des primaires pour désigner les candidats à la présidence. Celles du PDP sont fixées à samedi prochain, et celles de l'APC au dimanche. La date limite est normalement fixée au 3 juin, mais des voix se sont élevées récemment pour demander un aménagement du calendrier électoral et un délai supplémentaire. Pour ne rien arranger, le président Muhammadu Buhari semble également tarder à approuver un amendement de la loi électorale visant à clarifier les modalités de ces primaires, ajoutant encore à la confusion.

Photo: DR